



PAR COURRIEL

Le 9 avril 2025

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Statistiques sur l'article 246 b) du Code criminel

N/Réf. : BSM-2025-005033

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 28 mars 2025, laquelle se lit comme suit :

[...] En vertu de l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, je désire obtenir copie du ou des document(s) suivant(s) :

- Le nombre de dossiers ouverts avec au moins un chef d'accusation 246 b) par année et par district judiciaire entre 2014 et 2024 et jusqu'à présent en 2025.
- Le nombre de condamnation avec au moins un chef d'accusation 246 b) par année et par district judiciaire entre 2014 et 2024 et jusqu'à présent en 2025.

- Les numéros de dossiers ouverts depuis 2023 avec au moins un chef d'accusation 246 b [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint les statistiques demandées.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Émilie Guiraud, avocate
Responsable substitut de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p.j. 2

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Volumétrie des causes criminelles¹ ouvertes dont au moins un chef d'infraction correspond à l'article 246b) du Code criminel

Par district judiciaire et pour l'ensemble du Québec
Années civiles 2014 à 2025²

District	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
01: ABITIBI	1				3			1				
02: ARTHABASKA		1	1	1								
03: BEAUCE						1	1		3			
04: BEAUHARNOIS					1		1				3	
07: CHICOUTIMI	1								1			
09: GASPÉ											1	
10: BAIE-COMEAU												1
11: GATINEAU	1		2			11	1			1		
12: IBERVILLE	1							1				
13: JOLIETTE	1	2					1		1			
15: LABELLE								2				
16: FRONTENAC								2				
17: MINGAN				1		1						
19: MONTRÉAL	1	2	1	2	3	4	1	5		7	1	1
21: QUÉBEC							1	1	4			1
22: RICHELIEU			2									
23: RIMOUSKI			1	1						1	1	
27: SAINT-FRANÇOIS							2	1			1	
28: SAINT-HYACINTHE		2								1	1	
29: SAINT-MAURICE										1	1	
30: TÉMISCAMINGUE									1			
31: TERREBONNE					2			2		2		
32: TROIS-RIVIÈRES										2	4	
33: LAVAL	1		1		1				2	1		
34: LONGUEUIL							2	1			1	
Ensemble du Québec	7	7	8	5	10	17	10	16	12	16	14	3

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² L'année civile 2025 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2025.

Volumétrie des causes criminelles¹ fermées comprenant au moins une déclaration de culpabilité pour un chef d'infraction correspondant à l'article 246b) du Code criminel

Ensemble du Québec
Causes fermées entre 2014 et 2025²

District	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
01: ABITIBI						1						
02: ARTHABASKA							1					
03: BEAUCE									1			
04: BEAUHARNOIS										1		
07: CHICOUTIMI												
11: GATINEAU										1		
12: IBERVILLE									1			
13: JOLIETTE												
15: LABELLE											1	
16: FRONTENAC									2			
17: MINGAN									1			
19: MONTRÉAL											1	1
21: QUÉBEC									2			
22: RICHELIEU			1									
23: RIMOUSKI					1					1		
27: SAINT-FRANÇOIS										1		
28: SAINT-HYACINTHE												
29: SAINT-MAURICE												
30: TÉMISCAMINGUE												
31: TERREBONNE												
32: TROIS-RIVIÈRES												
33: LAVAL												
34: LONGUEUIL								1				
Ensemble du Québec	0	0	1	0	1	1	1	1	7	4	2	1

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² L'année civile 2025 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2025.

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles

Date d'extraction : 2025-03-31

**Liste de dossiers criminels¹ ouverts dont au moins un chef
d'infraction correspond à l'article 246b) du Code criminel**

Ensemble du Québec
Causes ouvertes entre 2023 et 2025²

Numéro de dossier	Séquence d'accusé
76001116145241	1
76001116226249	1
76001116296242	1
11001004222241	1
65501019048254	1
55001129888238	1
50001242704234	1
50001243731236	1
50001243949234	1
50001246374232	1
50001250265235	1
50001255773233	1
50001256469237	1
50001269054240	1
50001280779254	1
20001269187252	1
12001008071247	1
13501009284235	1
45001134042246	1
75001063970238	1
75001064419243	1
41001039788236	1
42501011996243	1
70001190573231	1
70001190585235	1
40001104192232	1
40001104192232	2
40001106701246	1
40001107213241	1
40001107706244	1
40001107706244	3
54001110907238	1
50501191818240	1

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² L'année civile 2025 est préliminaire et partielle en date du 31 mars 2025.

Notes :

- Dans le cas où un interdit de publication s'applique, il est de la responsabilité de la personne qui accède à l'information de s'assurer de le respecter;
- Les dossiers qui feraient l'objet de procédures administratives limitant l'accès à certaines données nominatives ont été retirés de la liste.

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles

Date d'extraction : 2025-03-31